

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué de D&S, le 2/12/2004

Cette constitution libérale européenne n'est toujours pas défendable

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 12 décembre 2004

Démocratie & Socialisme

C'est avec beaucoup de regrets que nous avons entendu les résultats affichés du referendum interne du 1er décembre 2004 dans le PS.

Nous félicitons notre parti tout entier du choix d'avoir organisé un tel débat démocratique. Mais à parcourir les sections et fédérations, depuis des mois, il nous semblait qu'à la base, tout au moins pour ceux qui participaient vraiment aux réunions-débats, le "non" était majoritaire. La différence s'est faite au niveau des moins impliqués et la puissance de matraquage des médias y a contribué. Cela s'est joué aussi au niveau des comptabilisations dans les grosses fédérations.

La peur du "chaos" a joué. La crainte d'un changement, pourtant devenu nécessaire, de méthode pour construire l'Europe a pesé. La dramatisation excessive de certains dirigeants et les appels renouvelés et permanents au légitimisme ont écarté les arguments de raison. La confusion entretenue entre l'existence de l'Europe et l'existence de cette dangereuse constitution a freiné un choix lucide. Tout cela est net dans les motivations des votes.

Mais nous ne pouvons que prendre acte du résultat officiel proclamé.

Il nous reste à savoir et à comprendre comment des milliers de militants du Parti socialiste ont fait ce choix qui va pourtant à l'encontre de la lutte contre l'ultra-libéralisme dominant en Europe. D'autant que cette « victoire du oui » ne résout pas la contradiction profonde entre la volonté/promesse des socialistes français de construire en priorité l'Europe sociale (présente dans toutes les motions au congrès de Dijon et lors de la campagne électorale du 13 juin 2004)) et ce texte d'inspiration libérale qui y met un frein.

Il faut aussi souligner et se féliciter que de 40 à 45 ou 46 % des socialistes aient voté courageusement "non" pour déjouer le piège de cette Constitution Giscard, ce qui est très remarquable et porteur d'avenir. Dans beaucoup d'endroits les minorités Nps, Nm et Fm du congrès de Dijon ont nettement progressé en voix et se sont soudées sur une question politique essentielle : ce qui indique la voie de l'unité pour la suite.

Les partisans du "non" ne peuvent renoncer à leurs arguments (nul ne leur demandera d'ailleurs) et monter sur les estrades pour défendre un "oui" qui fait si plaisir à Chirac. Ils ne pourront, certes, parler en tant que tel au nom du Parti socialiste, mais, dans leurs syndicats, leurs associations, en tant que citoyens, ils ne pourront qu'être conséquents avec leurs idées. Sous d'autres formes, le débat et le combat continuent. D'autant qu'il se peut fort bien que le peuple français vote "non" lors du vrai référendum chiraquien.

En 2005, comme en 2004, nous ferons tout pour battre Chirac et les frères Sarkozy, tout pour battre les scélérats projets libéraux, thatcheriens, que le gouvernement met en place, tout pour défendre le Code du travail, les 35 h, la hausse des salaires, la défense et l'extension des services publics, pour préparer l'abrogation des lois Fillon et Douste-Blazy sur les retraites et sur la Sécu, pour empêcher l'opt-out (la semaine de 65 h en Europe), la directive Bolkestein, etc. !

Une autre leçon paradoxale, mais évidente se dégage : adhérez au Ps ! C'est là que ça se passe et que ça se décide : seuls les membres voteront, les années qui viennent, pour le "projet 2007" et pour les candidats qui le porteront. On le voit, les votes socialistes comptent double. Et plus il y a de socialistes actifs, militants, motivés, plus il y a de chances que la gauche choisisse un vrai projet de transformation sociale en 2007.

D&S, le 2 décembre 2004